

*Les crédits*

Canada, nous deviendrons une république de bananes. J'ignore si le gouvernement s'en rend compte. Il coupe dans l'éducation et dans les programmes qui permettent aux jeunes d'acquérir la formation voulue. Nous finirons un jour par avoir beaucoup de gens qui n'auront pas les compétences, la formation et l'instruction nécessaires. Du même coup, nous serons beaucoup moins en mesure de produire et de réduire notre déficit.

Lorsqu'on veut réduire le déficit, il faut investir dans tout ce qui peut améliorer notre productivité. Comme l'a si bien dit la présidente de la Fédération canadienne des étudiants: «Les étudiants représentent l'investissement le plus important du Canada dans notre avenir. Les ressources humaines constituent le principal facteur influant sur notre productivité au cours de ce siècle et à ce stade-ci. Il est tout à fait insensé de sabrer dans les programmes qui visent à aider les jeunes à contribuer à l'essor économique du pays. Pourtant, c'est exactement ce que fait le gouvernement lorsqu'il détruit les programmes destinés aux jeunes, à l'éducation et à l'emploi.»

On pourrait dire bien des choses dans ce débat, notamment sur la façon dont les participants abandonnent les programmes d'apprentissage, faute d'espoir. J'ai en main un article spécial de Statistique Canada qui signale que plus de 40 p. 100 des 50 000 participants à des programmes d'apprentissage abandonnent, car ils n'ont aucun espoir d'obtenir un emploi à la fin de leur programme de formation. Ce n'est là qu'un autre exemple.

La politique du gouvernement en la matière est tout à fait ridicule. Il dit attacher beaucoup d'importance à la formation des jeunes, à leur instruction et à leur emploi, mais ce ne sont que de belles paroles. Les faits sont éloquents. Le gouvernement dit une chose et il fait le contraire. J'invite donc le gouvernement à se réveiller. «Vous ruinez le pays et notre avenir. Modifiez votre politique avant qu'il ne soit trop tard. Si vous voulez vous donner la peine de nous demander notre avis, nous vous inviterons à poursuivre ce qui a été fait au cours des quatre ou cinq dernières années. Vous ferez alors quelque chose de concret.»

**M. Garth Turner (Halton—Peel):** Monsieur le Président, j'ai un ou deux commentaires à ajouter, si je peux, au discours du député parce qu'il a donné à la Chambre toute une série de chiffres sur le chômage et la nette impression que le gouvernement avait abandonné les jeunes Canadiens et qu'il ne faisait rien.

Je tiens simplement à rappeler au député que les problèmes de chômage des jeunes ne sont pas nouveaux,

comme il devrait le savoir, parce que lorsqu'il faisait partie du gouvernement précédent, le taux de chômage chez les jeunes atteignait près de 18 p. 100 en mai 1982 et plus de 20 p. 100 en 1983.

On peut comparer ces chiffres au 12 p. 100 de mai de l'an dernier et au 16 p. 100 de mai de cette année, ce qui est encore trop élevé. Je crois que nous en sommes tous conscients, mais le député, je pense, se doit de replacer ces chiffres dans un contexte qui veut dire quelque chose plutôt que de se contenter de paroles qui ne veulent rien dire.

Quant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement aurait abandonné les jeunes, je pense qu'il faut rappeler au député et à la Chambre qu'en février de l'an dernier, le gouvernement a annoncé un programme de près de 300 millions de dollars s'adressant spécifiquement aux jeunes. Ce n'est pas tout. Il y a en ce moment le programme Emploi d'été/Expérience de travail avec un budget de 80 millions de dollars; le Programme d'ateliers préparatoires à l'emploi, avec 35 millions de dollars; le Programme de prêts aux étudiants entrepreneurs, avec près d'un million de dollars; les centres d'emploi du Canada pour étudiants avec près de 10 millions de dollars. C'est beaucoup d'argent.

J'ai une question à poser au député au sujet d'une remarque qu'il a faite. Il a dit que le gouvernement invoquait l'argument ridicule de la dette pour justifier la compression des dépenses. Je lui demande s'il se rend compte que rien n'est plus préjudiciable à nos jeunes que la dette. Si nous imposons des compressions aujourd'hui, c'est parce que nous avons contracté des dettes hier. Nous gâchons l'avenir et, ce qui importe davantage, nos jeunes le savent.

Le député peut-il nous dire ici s'il est prêt à reconnaître qu'en tant que parlementaire, il a la responsabilité de cesser d'hypothéquer l'avenir du Canada?

**M. Allmand:** Monsieur le Président, je suis heureux que le député me pose cette question. Il va de soi que nous devons réduire la dette, mais cela ne se fait pas en imposant des restrictions dans le domaine de l'éducation, ni dans celui de la formation, ni dans celui de la recherche et du développement. Si l'on tient vraiment à réduire la dette, on augmente la productivité des Canadiens. On améliore le climat de telle sorte que les investisseurs aient confiance et constatent qu'au Canada, il y a des gens qui possèdent une formation et qui sont spécialisés. Ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est de couper dans le domaine de l'éducation et des programmes qui s'y rapportent, entre autres, dans les programmes d'emploi